

LE GRAND TÉMOIN : FRÉDÉRIC DELPORT

Chef du département de la santé des forêts au Ministère de l'agriculture et de l'alimentation¹



Cela peut sembler bizarre, en ces temps post déconfinement, où l'on pense prioritairement à la santé humaine, d'interroger sur la santé des forêts. De quelles informations pouvez-vous disposer ?

Frédéric Delport : Les observateurs, qui se déplacent seuls, continuent à se rendre en forêt. Cela n'a donc pas d'impact sur la surveillance sanitaire et le département santé des forêts continue à être alimenté.

Quel est l'état sanitaire des forêts ?

F. D. : On a tendance à regarder ce qui ne va pas. Nous avons quand même des références générales : l'IGN⁽²⁾ fait des observations sanitaires sur la mortalité des arbres – peu importante – et la mortalité des branches. Nous disposons aussi d'un réseau européen de 600 places (implanté au moment de la crise des pluies acides), ce qui représente 12000 arbres en France.

On constate un état globalement bon de leur houppier mais aussi quelques signaux d'alerte avant-coureurs de difficultés.

Ces deux dernières années, l'effet du changement climatique s'est fait sentir, directement avec la sécheresse qui a touché de nombreuses essences ou indirectement en favorisant des ravageurs, par exemple les scolytes sur épicéas. S'y ajoutent des bio-agresseurs exotiques envahissants. Le frêne est atteint par un champignon, la chalarose. Pour le châtaignier, il y a des raisons sylvicoles de sous-exploitation mais aussi le chancre, la maladie de l'encre et le cynips du châtaignier.

Mais il n'y a pas de dépérissement massif de la forêt française.

⁽¹⁾ Direction générale de l'alimentation. Service des actions sanitaires en production primaire. Sous-direction de la qualité, de la santé et de la protection des végétaux

⁽²⁾ Institut national de l'information géographique et forestière

lire la suite ▼



Quel est l'impact de la sécheresse ?

F. D. : En 2018 et 2019 des étés très secs, particulièrement dans le grand Est et en Bourgogne Franche Comté, ont eu des impacts principalement sur les épicéas qui ont entraîné des récoltes bien supérieures à la normale. A partir des données de récolte en forêt publique, on estime que 20 000 hectares ont été touchés en 2018 2019, principalement des arbres implantés en dessous des 800 m d'altitude. Ces 10% d'arbres touchés ont entraîné un doublement de la récolte, avec un effet important sur l'économie de la filière bois.

D'autres pays européens sont encore plus touchés : 7 millions de m³ en France, 50 millions en Allemagne, ce qui a entraîné un effet massif sur le marché.

Sur les sapins, l'impact est moindre, avec des rougissements mais plus limités.

Sur le hêtre, les effets sont là encore limités mais dans des proportions pas habituelles. Nous sommes attentifs parce que le hêtre est une essence qui questionne les chercheurs par rapport au changement climatique. Des hypothèses font craindre pour la suite au regard des dépérissements nombreux, notamment dans certaines stations où l'on ne s'y attendait pas.

Le pin sylvestre est une essence pourtant rustique mais on se pose des questions car elle ne réagit pas si bien que ça à la sécheresse. On constate des dégâts liés par exemple au sphaeropsis du pin, aux scolytes...

Ces à-coups climatiques interrogent légitimement les sylviculteurs.

N'est-on pas dans une phase d'accélération du changement climatique ?

Actuellement, des travaux sont lancés par le ministère de l'agriculture pour produire une feuille de route pour l'adaptation de la forêt au changement climatique ; une mission a été confiée à la députée Anne-Laure Cattelot. Ces questions y sont incluses.

Nous devons observer ce qui se passe et suivre la réaction des forêts aux agresseurs et au changement climatique pour s'adapter.

lire la suite▼



Quels conseils donner aux sylviculteurs ?

F. D. : Nous, département santé des forêts, ne sommes évidemment pas les seuls à travailler sur cette question de l'adaptation au changement climatique.

Sur une maladie particulière, on peut analyser nos observations et consolider des conseils sur la base de la réponse des arbres.

Mais d'une façon plus globale, il n'y a pas forcément la même réponse partout. Il faut bien adapter les essences aux stations. Les épicéas en plaine et en dessous de 800 m sont les plus affectés. En stations Vosges et plateaux, ils sont beaucoup moins attaqués.

Il ne faut pas prendre de risque et implanter les essences dans leur optimum stationnel et pas à la marge.

On doit aussi favoriser les mélanges, varier les essences, ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier : un mélange pied à pied, parcelle par parcelle, massif par massif ? Des publications scientifiques montrent un effet positif sur une utilisation préférentielle des ressources en eau, un effet barrière à certains ravageurs. Mais cela doit être précisé localement.

Enfin il faut tester, essayer de nouvelles provenances, plus méridionales, de nouvelles essences : des sapins méditerranéens, le pin maritime au-delà de sa zone actuelle... Accélérer la migration des essences, en mettant en œuvre le concept des « îlots d'avenir » et de « migration assistée ». Cela permet d'acquérir des références.

Peut-on imaginer un système assurantiel phyto ?

F. D. : Moi je pense que oui. Nous avons à la fois la crise actuelle des scolytes et la menace de l'arrivée du nématode qui pourrait causer de gros dégâts. Pour les filières agricoles, un système de cotisation comme le FMSE¹ est permis par les traités de la PAC. Mais la forêt manque de base juridique européenne pour l'instant.

La prise de conscience est assez générale et de la même manière, comme pour la tempête, on pourrait imaginer une forme de mutualisation abondée par l'État et les sylviculteurs.

Une réflexion est en cours au ministère de l'agriculture.

Quant au niveau européen, pour l'instant il existe une stratégie forestière de l'Union européenne mais pas de politique forestière commune.

¹ Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental

